

ASIE

Veena Das, éd.

The Oxford India Companion to Sociology and Social Anthropology
New Delhi-Oxford, Oxford University Press, 2003, 2 vol., 1660 p., bibl., index, ill.

CETTE SYNTHÈSE des savoirs anthropologiques sur l'Inde éditée sous la direction de Veena Das impressionne par son ampleur : cinquante-cinq chapitres écrits par une soixantaine de chercheurs répartis, en gros, pour moitié entre chercheurs indiens et chercheurs étrangers, couvrent plus de 1600 pages en deux volumes *in folio*. L'ouvrage est organisé en neuf sections rassemblant chacune de quatre à huit chapitres ; chaque section est introduite par l'éditeur, chaque chapitre est suivi d'une bibliographie (dont la forme varie selon les auteurs) ; les notes ont été dans l'ensemble réduites ; enfin, un index des matières très complet (60 pages) et un index des noms propres (incluant les auteurs mentionnés en bibliographie) complètent cet outil de travail qui vise un public universitaire d'enseignants et d'étudiants. La traduction (simplifiée) de la table des matières indique l'architecture de l'ouvrage.

Tome I. *Cadres conceptuels*: sociologie et anthropologie sociale, modernisation, historiographie, société civile ; *Écologie de la vie sociale*: écologie et environnement, démographie, les groupes nomades, migrations, réfugiés, santé, géographie sociale et culturelle. *Morphologie sociale*: tribus, communauté de village, la ville indienne, castes, stratification sociale et mobilité, conflit social. *Paysages culturels*: la notion

de *folk*, les formes de représentations culturelles, le monde des images, la culture publique, consommation et styles de vie, sociolinguistique. *Religion*: pluralité et pluralisme, les sectes, mythes en contexte, la religion au quotidien, les chrétiens, la sécularisation.

Tome II. *Éducation*: le travail des enfants, vieillir en Inde, éducation, école et modernité, le haut enseignement. *Sphère de la personne*: la famille, la parenté, violence domestique, la personne, la construction culturelle des émotions. *Organisation économique*: structures agraires, monde ouvrier, changements dans le travail, secteur informel, les entrepreneurs, les marchés, décentralisation et pauvreté. *Les institutions politiques*: les juridictions basses, l'État-nation, nature de la démocratie indienne, les castes et classes *backwards*, la politique à l'échelon local, mouvements sociaux, violence collective.

Les chapitres se différencient selon trois types d'approche variables selon les auteurs. La majorité d'entre eux présente sous une forme attendue l'état des travaux et des débats sur les sujets traités : c'est le cas, notamment, des articles de Pravin et Lila Visaria sur la démographie, de Chris Fuller sur les castes, de Dipankar Gupta sur la stratification sociale ou de Patricia Uberoi sur la famille. Un second groupe

d'auteurs expose des matériaux originaux ou inaugure des recherches nouvelles et leurs articles se lisent davantage comme des études de cas : par exemple, le chapitre de Christopher Pinney sur le statut de l'image dans le monde social, celui d'Audrey Cantlie sur les mythes recueillis en l'occurrence en Assam ou, encore, le chapitre de Denis Vidal sur l'anthropologie économique des marchés. Enfin, un troisième groupe d'auteurs livre des essais d'ordre sociohistorique, comme celui de J. P. S. Uberoi sur la notion de société civile, ou le chapitre de Gurpreet Mahajan qui traite de la sécularisation de la société occidentale au regard de l'expérience indienne.

Deux remarques valent pour l'ensemble de l'ouvrage. En premier lieu, dans l'espace des disciplines universitaires, la distinction entre sociologie et anthropologie sociale n'est pas aussi marquée, en Inde, qu'elle l'est dans l'univers académique européen. En effet, en Inde ces deux disciplines sont enseignées dans les facultés de lettres et de sciences humaines et elles partagent, en gros, les mêmes objets d'étude relevant de la société contemporaine ; mais elles s'opposent à l'anthropologie, au sens strict, qui est enseignée dans les facultés des sciences et dont l'étude porte plus spécifiquement sur les caractères physiques et la culture matérielle des populations tribales – qui sont ici réintégrées dans une perspective d'anthropologie sociale. Certains chapitres se fondent sur des matériaux quantitatifs, par exemple ceux traitant de la démographie et de l'éducation, mais au total les tableaux statistiques sont rares (y compris pour la section de sociologie économique), les approches dominantes relevant des démarches qualitatives propres à l'anthropologie sociale plus qu'à la sociologie.

En second lieu, nombre des auteurs prennent en compte la dimension historique de leur objet, soit en dégagant des évolutions sur la durée pluriséculaire du sous-continent indien (comme le fait Rita Brara dans son analyse des relations entre l'homme et l'environnement), soit en s'interrogeant sur le fait colonial comme agent

de transformation de la société indienne et, d'abord, comme condition d'émergence de nouveaux modes de connaissance du monde social. Le chapitre de Richard Saumarez-Smith sur « l'historiographie de la société indienne » témoigne à cet égard d'une évolution importante des anthropologues sociaux qui s'interrogent, depuis une vingtaine d'années, sur la genèse coloniale des principales catégories informant leur discipline. Cependant, ce que l'on pensait être les acquis de cette critique historique, parfois plus ancienne, ne semblent plus toujours reconnus comme tels aujourd'hui. Ainsi, Brij Raj Chauham réhabilite la notion de « communauté de village » considérée comme une unité pertinente de l'action politique et sociale, en dépit de la critique développée par Louis Dumont dans son article pionnier sur « La "communauté de village" de Munro à Maine » publié en 1966 et omis dans la bibliographie. Il est vrai que l'auteur privilégie le point de vue de l'action sur celui de la connaissance, limitant de fait la validité de cette notion à ses usages pratiques dans les politiques de développement, sans réellement convaincre de sa pertinence du point de vue anthropologique.

Les travaux de sociologie politique de l'Inde moderne, présentés dans la dernière section, ont largement contribué à la critique historique des notions dominantes de cette discipline en interrogeant notamment la catégorie d'État-nation comme forme d'accomplissement institutionnel, dans le champ politique, des principes de la rationalité des Lumières – selon la lecture qu'en proposent nombre de chercheurs indiens. Selon Thomas Pantham et Sudipta Kaviraj, la démocratie de type parlementaire a trouvé en Inde même les conditions sociales et intellectuelles de son développement en dépit d'une structure sociale inégalitaire. Menées par Gandhi, les élites nationalistes ont su traduire les idéaux démocratiques de type moderne en les adaptant aux attentes critiques des différents groupes sociaux ou religieux, depuis les basses castes du monde rural jusqu'aux

différentes fractions de la bourgeoisie urbaine. Mais depuis la fin des années 1960, quatre types de mouvements sociaux structurés ont remis en cause le rôle du Parti du congrès comme lieu de neutralisation des intérêts contradictoires. Il s'agit des mouvements de paysans, des populations tribales, des Dalits (*i.e.* les basses castes d'Intouchables) et des femmes, dont les dynamiques se cristallisent autour des enjeux des politiques de discrimination positive initiées dès l'époque coloniale, comme le montre le chapitre de P. Radhakrishnan. L'accession au pouvoir, notamment dans l'État de l'Uttar Pradesh, de partis politiques populaires et populistes où se combinent des attributs de castes, de classes et de courants sectaires, témoigne de la révolution silencieuse qui est en train de bouleverser l'ensemble du champ politique indien : on assiste, en effet, à un important renouvellement des élites politiques avec l'arrivée au pouvoir d'un personnel issu des groupes socialement et économiquement dominés. Révolution silencieuse peut-être, mais non sans luttes. À cet égard, on rapprochera les deux chapitres qui permettent de relier sous un autre angle nombre de faits et d'observations mentionnés dans cet ouvrage : l'un, par Satish Saberwal et N. Jayaram, porte sur une sociologie du conflit social ; mais la réflexion de ces deux sociologues ne se limite pas au seul cas indien, leur travail s'inscrit dans une perspective de sociologie générale, un point de vue qui est plutôt rare, au total, dans ces deux volumes ; l'autre, par Jonathan Spencer, interroge les différentes formes de violence collective dont l'Asie du Sud a fait l'expérience depuis au moins un demi-siècle.

La lecture de ces deux volumes devrait convaincre de la richesse des travaux d'an-

thropologie sociale menés en Inde et sur le monde indien. L'ensemble fournira aux enseignants une bonne synthèse de l'état des recherches et les étudiants qui s'engagent dans l'étude du sous-continent indien y trouveront exposé ce que les anglosaxons désignent comme le *mainstream* de la recherche, un ensemble de questionnements et de problématiques qui définissent l'horizon académique dominant d'une époque pour un domaine disciplinaire et une aire culturelle donnés. Les lacunes que l'on pourrait relever sont déjà signalées par Veena Das au fil de ses introductions, et elles tiennent davantage aux défaillances des auteurs pressentis qu'aux oublis de l'éditeur ; on peut néanmoins regretter l'absence d'un chapitre sur l'islam du sous-continent, d'autant que les excellents spécialistes indiens ou étrangers qui auraient pu être sollicités ne manquaient pas.

Une interrogation pour conclure. Si les approches méthodologiques diffèrent entre les auteurs, le travail éditorial de Veena Das renforce le sentiment d'un univers intellectuel relativement consensuel : les divisions entre écoles sociologiques ou anthropologiques semblent faibles, voire inexistantes, et les controverses peu marquées. Les chercheurs indiens en sciences sociales expriment volontiers leur désir de faire émerger en Asie du Sud, « un centre autonome de pensée et de discours » à même de s'imposer dans le champ international des sciences sociales, lui-même largement dominé par les États-Unis, au moins dans le domaine qui nous concerne. Y seraient-ils parvenus ? Où est-ce un artefact produit par ces deux volumes ?

Roland Lardinois

LA MULTIPLICATION ces deux dernières décennies de travaux ethnologiques consacrés aux sociétés du Sud-Est asiatique rendait indispensable un manuel du type « bilan et perspectives », qui fasse ressortir les grandes orientations de la recherche dans cette partie du monde, ainsi que les paradigmes théoriques dont elle fut le creuset. Le présent ouvrage satisfait partiellement cette attente. En effet, si diverses synthèses furent, par le passé, consacrées en France ou à l'étranger à l'histoire culturelle de l'Asie du Sud-Est, l'essai de Victor King et William Wilder innove en lui préférant un exposé chronologique et critique des « actes de la recherche ».

L'ouvrage débute par un questionnement sur la pertinence de l'Asie du Sud-Est comme « champ d'investigation anthropologique » (*field of anthropological enquiry*). Parmi les sceptiques, on compte le géographe Charles Fisher (1962) pour qui l'Asie du Sud-Est était l'équivalent oriental des Balkans, ou bien encore Cora DuBois (1964) qui la définissait comme une « *geopolitically fragmented low pressure area* ». Néanmoins, au vu du critère ethnolinguistique et de notables récurrences en matière de schèmes relationnels et organisationnels (la parenté cognatique notamment), l'Asie du Sud-Est est saillante et les deux auteurs du présent ouvrage y voient une unité de réflexion culturellement pertinente, quoique manquant d'homogénéité (on pourrait en dire autant de nombreuses aires culturelles).

Les chapitres II, III et IV passent en revue les travaux les plus marquants réalisés à l'époque coloniale (1900-1950), puis au cours des deux décennies de décolonisation. C'est à mon avis la partie du livre la mieux documentée et la plus intéressante pour les étudiants français. Les deux auteurs examinent de manière critique les

recherches alors conduites sous l'angle des traditions nationales (américaines, anglaises, hollandaises et françaises) et des grands paradigmes de l'époque (évolutionnistes, diffusionnistes, structuralistes). Concernant les années 1950-1970, ils mettent très judicieusement l'accent sur l'impulsion décisive que les ethnologues américains de Cornell ou du MIT donnèrent à l'étude des communautés de riziculteurs des plaines, que ce soit au Vietnam (Gerald Hickey), en Thaïlande (Lucien Hanks, Lauriston Sharp), en Birmanie (Manning Nash) ou en Indonésie (Clifford Geertz). Les visées impérialistes qui, dans l'optique des décideurs, sous-tendaient le financement de ces programmes de recherche sont évoquées, tout comme l'ethnocentrisme des conceptions de la « modernité » et du « développement » dont les ethnologues américains furent les vecteurs souvent involontaires.

Les chapitres VI et VII mettent à l'honneur l'étude des relations interethniques et des échanges avec le milieu naturel. Le choix est judicieux car c'est en ces deux domaines que l'Asie du Sud-Est, du fait des stimulations intellectuelles issues de sa formidable diversité culturelle et écologique, a le plus apporté à la réflexion théorique. Que l'on pense aux apports de Edmund Leach, John Furnival, Michael Moerman, Karl Gustav Izikowitz, Charles Keyes, Benedict Anderson et Frederik Barth à la problématique de l'identité : ou bien à celles de William Geddes, Andrew Vayda, Clifford Geertz, Roy Ellen, Harold Conklin et James Fox aux principaux paradigmes de l'écologie humaine. Plus contestable est l'idée de consacrer un chapitre entier aux *gender studies*. Les recherches sur les sociétés d'Asie du Sud-Est conduites dans cette perspective sont d'une portée

limitée et manquent d'originalité. La tentation est grande d'interpréter ce choix comme une concession à la mode Outre-Atlantique du moment.

On touche ici à l'une des principales limites de l'ouvrage. Concernant ces vingt dernières années, il se signale par une emphase telle sur les recherches effectuées en Grande-Bretagne et aux États-Unis, que l'on en vient à se demander si Victor King et William Wilder ont accès à des travaux rédigés dans d'autres langues que l'anglais et s'ils ne souffrent pas d'atlantisme intellectuel. Sur les 662 références citées dans la riche bibliographie du livre, on en relève seulement huit en français, cinq en hollandais et trois en allemand. De plus, cette bibliographie ne comporte que trois auteurs français pour la période 1980-2000. Ainsi donc sont ignorés la plupart des travaux récents réalisés en France et, plus largement, en Europe continentale. Cette omission est d'autant moins compréhensible qu'elle touche l'essentiel des articles ou ouvrages que les chercheurs sud-est asiatiques du continent européen ont publié en anglais au cours des deux dernières décennies. Cette défaillance est

accentuée par le poids des traditions nationales dans le traitement du sujet. En effet, l'ethnologie que les deux auteurs décrivent dans les chapitres V, VIII et XIX est principalement le fait de Britanniques ou d'États-Uniens et est relative à la Malaisie, l'Indonésie et aux Philippines, trois pays qui sont depuis longtemps leurs terrains d'investigation privilégiés. Le fait que les recherches personnelles de Victor King et William Wilder soient relatives à l'un de ces pays accentue un peu plus le biais : l'ouvrage est peu disert sur les études conduites en Asie du Sud-est continentale.

Finalement, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, l'étudiant français, allemand, portugais, espagnol ou hongrois tirera sans doute un plus grand profit de la lecture de ce livre que ses homologues anglais ou américains. Tandis que pour ces derniers le contenu du livre relèvera pour l'essentiel du déjà connu, pour les premiers, au contraire, il offre un bon aperçu des tendances actuelles de l'ethnologie régionale pratiquée Outre-Manche ou Outre-Atlantique.

Bernard Formoso

Emma Tarlo

Unsettling Memories : Narratives of the Emergency in Delhi

Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 2003, 234 p., bibl., index, ill.

WELCOME ! Tel est le nom grinçant que porte l'un des quarante-sept lotissements des lointains faubourgs de Delhi. Dans cette zone surpeuplée, « véritable usine de la ville », vivent gens de service, vendeurs ambulants de fruits, conducteurs de rickshaws, ramasseurs de papiers et de plastiques, artisans du bois et du métal... et se fabriquent tous les jeans « Denim » de l'Inde. Pauvres et très très pauvres cohabi-

tent dans des maisons en dur ou des *jhuggis*, ces « constructions précaires » qui sont la réplique, loin du centre urbain, de bidonvilles autrefois détruits dont les habitants ont trouvé refuge à Welcome.

Emma Tarlo échoua « par hasard » un dimanche matin de février 1995 à Welcome ; elle y revint pour visiter les bureaux de la branche locale du Département des bidonvilles de la munici-

palité de Delhi (MCD) ; là, elle découvre des archives empoussiérées, entassées au milieu de chaises empilées et maculées de fientes d'oiseaux. La photo, pp. 96-97¹, est minuscule, mais éloquente.

L'ethnologue, avec l'aide de son assistant, décide alors d'explorer ces piles de papiers sous l'œil bienveillant des bureaucrates du MCD. Chaque dossier, correspondant à un lot de terre ou à un lot construit, renferme diverses informations : dates d'arrivées et noms des habitants, raisons pour lesquelles ils viennent s'installer dans ce lieu, documents produits pour avoir accès à telle parcelle, statut de l'occupation (provisoire, définitive), changements de propriétaires, lettres réitérées de réclamations, cas litigieux, etc. Rien que de l'ordinaire.

Si ce n'est que la grande majorité de ces archives a été constituée pendant l'une des périodes les plus sombres de l'histoire indienne. Il s'agit de « l'État d'urgence » des années 1975 à 1977. Welcome est l'un de ces lotissements programmés de l'époque, où la mémoire des événements liés à la volonté furieuse de « moderniser » l'Inde est toujours vive. Cet impératif de modernité qui s'était emparé de Indira Gandhi et de son fils Sanjay voulait, entre autres, freiner la croissance démographique et éradiquer les bidonvilles. Une relation incongrue entre progéniture et propriété fut alors installée. Des camps de stérilisation furent organisés : visages d'hommes attendant l'opération, affiches promettant des « récompenses »...

Unsettling Memories restitue des souvenirs inquiétants et instables. Comment l'instrumentalisation de l'infertilité masculine ou féminine, devenue moyen d'échange contre des parcelles pour se loger, fut-elle mise en place, comment put-elle durer ?

L'enquête commence par le décryptage des archives, « vérités de papier », qui progressivement s'incarnent, se complexifient ou se dissolvent dans les récits entendus au cours de conversations « sans fin » avec les habitants de Welcome, hindous et musulmans, femmes et hommes, bureaucrates et balayeurs, hommes de et sans pouvoir.

Dans ce « sauve-qui-peut la vie » général, la menace de stérilisation envahit l'espace public et privé, l'illégalité se bureaucratise, pendant que s'instaure un marché parallèle pour répondre aux exigences du progrès.

L'avant-dernier chapitre révèle l'existence de « zones grises » où tout se brouille, où la victime devient persécutrice, où la honte, le remords ou encore le cynisme s'affichent. Les « riches » paient pour que de plus pauvres qu'eux affrontent le « couteau », et subissent ce qui est vécu comme une « castration » qui diminue tout à la fois puissance sexuelle et force physique. Les euphémismes du vocabulaire bureaucratique (« démolition volontaire », « auto-stérilisation », « cas motivé », « récompenses », etc.) prennent sens ; les attributions de lots à des gens non stérilisés s'expliquent. La machine bureaucratique a enfanté ses clones qui produisent dans une semi-ombre ce dont elle se nourrit. Il s'agit d'« intermédiaires » qui cherchent et trouvent des victimes ; celles-ci « consentent » à se faire stériliser. Le certificat obtenu contre quelques roupies sera cédé au futur bénéficiaire d'un lot de terre pour se loger.

Cette enquête sur les violences d'État et les formes qu'elles revêtent au niveau local est passionnante à plusieurs titres.

D'abord, pour ce qu'on y apprend sur l'État d'urgence. Car la polyphonie de récits (de papier et de vive voix) recueillis à Welcome pulvérise les stéréotypes des histoires officielles de l'État d'urgence et de post-urgence et brise le silence qui les entoure depuis les années 1980. On ne reconnaît certainement pas là les masses malléables et enthousiastes du « programme en vingt points » de la « révolution socioéconomique paisible » imposée par Indira Gandhi. On ne reconnaît pas non plus les pauvres uniformément victimisés des discours orchestrés par le gouvernement Janata qui arrive au pouvoir en 1977. Une complexité insoupçonnée res-

1. Les cahiers d'illustrations (photos, documents, dessins humoristiques) sont excellents. Il est dommage, étant donné leur intérêt, que l'éditeur n'ait pas jugé utile de numéroter chacune de ces images.

sort de ces récits, tant dans les aspects « paisiblement » bureaucratisés de la quasi-terreur qui est instaurée que dans l'action, les relations, la pensée et le jugement des gens qui l'ont subie ou alimentée.

Passionnante ensuite, pour la manière sophistiquée et efficace dont cette complexité est restituée. *Unsettling Memories* est construit comme un suspens. Il comprend toute une série d'ingrédients classiques. La recherche déçue de traces d'événements passés (dans la ville, aujourd'hui, dans ses monuments, celles-ci sont effacées). Le déchiffrement d'un langage mystérieux (la langue de bois bureaucratique). De singuliers rebondissements car l'accumulation de points de vue différents sur telle ou telle histoire de vie rend ces dernières de plus en plus énigmatiques. Enfin, un dénouement imprévu (les victimes prennent la place des persécuteurs). Ces ingrédients littéraires appliqués à des matériaux ethnologiques et historiques hors du commun ne les banalisent pas, tout au contraire. Ils suscitent un faux sentiment de familiarité qui avive le caractère inquiétant, glauque, terrifiant, des violences de la bureaucratie et des méandres existentiels dont Welcome fut le théâtre.

Enfin, cette enquête est aussi une réflexion sur le métier d'ethnologue : quelle méthode suivre et comment l'adapter à ce nouveau terrain², ni traditionnel, ni villageois, où les fleurons de la discipline ne sont pas honorés : pas de « système », ni de parenté ni symbolique... Où situer alors cette immersion longue, mais nomade (l'ethnologue n'habite pas Welcome) qui articule les événements de l'État d'urgence à ces « souvenirs » de vies menacées, déplacées, détruites, reconstruites ? Où finit l'histoire, où commence l'ethnologie dans

ces vies de pauvres, soumis aux fantaisies ubuesques d'un État de non-droit, où le « besoin et l'appât du gain » se télescopent parfois, où les catégories de « choix et de contrainte » s'entremêlent, se confondent, se diluent sans cesse ? Que fait l'ethnologue ? Un métier de mémorialiste ? De résistante contre l'oubli et la simplification outrancière des choses ? Où est la science, où est le témoignage ? Emma Tarlo pose et répond à ces questions. Elle pense son métier en même temps qu'elle écrit son ouvrage.

Certes, le suspens est sans doute trop longtemps maintenu et l'explication trop rapide en ce qui concerne la question du genre, puisqu'il semblerait que ce soient principalement les hommes qui furent stérilisés ; certes, les premières pages de l'ouvrage affirment une volonté un peu trop écrasante de démontrer son intérêt théorique. Peu importe à vrai dire. Le but est atteint : Emma Tarlo revitalise l'ethnologie en regardant Welcome, Welcome qui fait grincer les dents.

« Regarder en essayant de comprendre. C'est peut-être cela qu'on peut appeler exister »³ : c'est à cette définition belle et minimaliste que donne Germaine Tillon de l'ethnologie que l'on songe en refermant *Unsettling Memories*.

Martine van Woerkens

2. *Unsettling Memories* aurait évidemment dû figurer dans le volume de *Critique* consacré aux « Frontières de l'ethnologie » (*Critique*, janv.-fév. 2004, 680-681) sous la responsabilité de Benoît de l'Estoile et de Michel Naepels.

3. Germaine Tillon, *À la recherche du vrai et du juste. À propos rompus avec le siècle*, Paris, Le Seuil, 2001 : 37.

Des Chrétiens entre athéisme et islam : regards sur la question religieuse en Asie centrale soviétique et post-soviétique

Paris, Maisonneuve & Larose-Ifeac, 2003, 406 p., bibl. chronol., index.

AVEC CET OUVRAGE tiré de sa thèse, Sébastien Peyrouse ouvre un champ inexploré de la sociologie du christianisme et des études centre-asiatiques soviétiques et ex-soviétiques. Les problématiques religieuses y concernent habituellement l'islam et rares sont les travaux qui portent sur les populations non autochtones pourtant numériquement importantes, en particulier au Kazakhstan. Le traitement du christianisme en Asie centrale soviétique et post-soviétique nécessite en effet de prendre en considération un large éventail de minorités européennes ou non (russe, ukrainienne, allemande, polonaise, arménienne, coréenne, etc.) réparties dans cinq républiques (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan), et d'embrasser la diversité des groupes confessionnels chrétiens (orthodoxe, catholique, protestants dont luthérien, mennonite, baptiste, adventiste, série de groupes dits sectaires). La multiplicité des objets, envisagée de surcroît dans une triple dimension – historique, sociologique et politique – correspondant respectivement aux trois parties de l'ouvrage, rendait cette entreprise particulièrement complexe, contraignant l'auteur à classer ses nombreuses données et à organiser ses analyses selon les Églises, les groupes nationaux et les républiques. C'est là peut-être le seul défaut de cet ouvrage. Fruit notamment d'un travail d'enquête mené dans l'ensemble de la région, cette étude rigoureuse et minutieuse annonce d'emblée que le christianisme en tant que foi minoritaire y est étudié comme un indicateur et un prisme d'observation des grandes transformations sociales et politiques connues dans cette région au *xx^e* siècle, et non comme un champ propre se suffisant à lui-même.

Dans une première partie, l'ouvrage retrace l'histoire des relations entre l'État soviétique et les Églises d'Asie centrale. À travers l'analyse des conflits et des compromis entre les confessions et le pouvoir (notamment au bénéfice de l'Église orthodoxe et au détriment des Églises associées à une « nationalité »), il met en lumière le dynamisme insoupçonné des communautés de croyants à l'époque soviétique, dans une région anciennement coloniale, relativement isolée et épargnée en partie par les grandes vagues de répression anti-religieuse. Dans des sociétés musulmanes dont les dirigeants locaux montraient une certaine tolérance envers les croyants, les chrétiens, issus de la déportation ou incités à l'émigration en Asie centrale dans le cadre des programmes de développement économique soviétiques, souffraient moins de la répression que leurs coreligionnaires de Russie ou d'Ukraine. Dans un contexte idéologique cependant marqué par un athéisme militant, le statut de contre-référent de la religion en faisait un moteur et un moyen de contestation politique tant à l'échelle d'une communauté confessionnelle que des individus. Son rôle d'espace de dissidence a ainsi constitué un frein au processus de sécularisation, lequel a toutefois suivi une évolution globale similaire à celle observée dans les sociétés occidentales. La politisation de la foi, étape ultime de son intellectualisation, s'est en effet produite au détriment de la connaissance du dogme et de la célébration du rite, toutes deux réduites par les entraves légales à la transmission des pratiques religieuses. C'est ce que montre la deuxième partie de l'ouvrage consacrée à une sociologie des chrétiens d'Asie centrale, qui nuance par ailleurs ces analyses en marquant des différences entre

les Églises protestantes beaucoup moins enclines à minorer le culte que l'orthodoxie et le catholicisme, en soulignant les rivalités entre ces mouvements et les mécanismes de distinction qu'ils mettent en œuvre en n'adoptant pas les mêmes attitudes envers l'État soviétique notamment.

Dans la troisième partie, il ressort de la démonstration, et cela en est un apport remarquable, qu'il n'y a pas de rupture entre la période soviétique et post-soviétique sur le plan religieux, que l'impression de renouveau résulte plutôt de la nouvelle visibilité des Églises, des croyants, des lieux de culte et des phénomènes – minoritaires bien que spectaculaires – de conversion, exclus auparavant de la sphère publique. La mutation principale induite par les indépendances et l'effondrement de l'URSS réside dans la transformation de l'acte de croire qui n'est plus directement associé à l'opposition au pouvoir. Les continuités avec les années brejnéviennes en particulier viennent alors corriger l'effet d'optique de la renaissance religieuse. Sébastien Peyrouse montre que l'intériorisation de la foi, le détachement de l'institution religieuse, l'individualisation, qui sont autant d'indicateurs classiques de la sécularisation, avaient déjà commencé pendant les dernières décennies de l'Union soviétique, à la faveur tant des interdits que de l'érosion idéologique du régime. Si, depuis la chute de l'URSS, l'Église a cherché à fonder son ambition à la totalité sur le rejet du politique et à compenser le prétendu « vide » post-soviétique, elle s'est heurtée au refus des croyants de toute utopie absolutiste. L'auteur analyse les proces-

sus pourtant paradoxaux d'individualisation de la foi et de rassemblement communautaire comme un couple dialectique où l'autonomisation des individus suscite une « volonté de confirmation de soi par le social », et non comme un engouement né de l'effondrement du pouvoir soviétique. Les nouveaux États indépendants ont en effet accordé la liberté de culte et d'association, bien que diversement selon les confessions et les républiques et continuent d'exercer un contrôle strict sur les groupes religieux, qu'ils se revendiquent du christianisme ou de l'islam. La situation des Églises envers les pouvoirs d'État est d'autant plus difficile qu'elle vient se greffer à la question délicate de la politique menée envers les minorités nationales. Via un processus de folklorisation, la religion pour certaines communautés allemandes, pour les Arméniens, pour les Russes, etc., devient un outil pour préserver et entretenir une identité revendiquée.

En examinant les mutations du christianisme d'Asie centrale avec finesse, cet ouvrage montre la diversité et le caractère décisif de l'articulation du religieux au politique, amenant ainsi une réflexion générale sur la relation entre société, religion et politique. Il révèle aussi l'inscription de cette région post-soviétique dans les évolutions globales des sociétés occidentales en prouvant, par l'analyse des processus de sécularisation, que l'expérience russo-soviétique était une version possible de la modernisation à l'européenne.

Isabelle Ohayon